

Accord du 28 octobre 2024
relatif à la grille de salaires minima conventionnels

NOR : ASET2450922M

IDCC : 1978

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

PRODAF ;

SNPCC ;

FFAF,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

FGTA FO ;

FS CFTD ;

UNSA FCS,

d'autre part,

Vu l'accord collectif du 29 septembre 2020 étendu portant mise à jour de la convention collective nationale des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers du 21 janvier 1997 étendue ;

Vu l'accord national sur la réduction et l'aménagement du temps de travail du 13 juin 2000 étendu ;

Vu l'accord collectif sur la composition et le fonctionnement de la CPPNI de la branche en date du 19 janvier 2018 et ses avenants étendus ;

Vu l'accord collectif sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la branche fleuristes, vente et services des animaux familiers du 9 décembre 2009 étendu modifié par l'accord du 30 septembre 2023 ;

Vu l'article L. 2241-1 du code du travail,

(Voir page suivante.)

les partenaires sociaux de la branche des fleuristes, vente et services des animaux familiers, réunis en CMPPNI le 23 octobre 2024, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1^{er} | Champ d'application du présent accord

Le présent accord s'applique aux entreprises visées à l'article 1.1 C de l'accord collectif du 29 septembre 2020 étendu portant mise à jour de la convention collective nationale des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers.

Article 2 | Revalorisation de la grille des salaires minima conventionnels

Les salaires minimaux conventionnels de la branche (base 151,67 heures) sont revalorisés en deux temps, dans les conditions suivantes :

1. À compter du 1^{er} jour du mois suivant la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent avenant

Les montants indiqués dans le tableau ci-dessus sont applicables à compter du 1^{er} jour du mois civil suivant la parution au *Journal officiel* de l'arrêté d'extension du présent accord.

Niveau	Échelon	Coefficient	Salaires minimaux
I	1	110	1 836,00 €
	2	120	1 846,20 €
	3	130	1 856,40 €
II	1	210	1 866,60 €
	2	220	1 876,80 €
	3	230	1 887,00 €
III	1	310	1 897,20 €
	2	320	1 907,40 €
	3	330	1 917,60 €
IV	1	410	1 927,80 €
	2	420	1 968,60 €
	3	430	2 009,40 €
V	1	510	2 106,30 €
	2	520	2 218,50 €
	3	530	2 335,80 €
VI	1	610	2 453,10 €
	2	620	2 626,50 €
	3	630	2 881,50 €
VII	1	710	3 610,80 €
	2	720	3 814,80 €
	3	730	3 978,00 €

2. À compter du 1^{er} mai 2025

À compter du 1^{er} mai 2025, les salaires minimaux conventionnels sont augmentés et portés à :

Niveau	Échelon	Coefficient	Salaire minimal
I	1	110	1 854,36 €
	2	120	1 864,66 €
	3	130	1 874,96 €
II	1	210	1 885,27 €
	2	220	1 895,57 €
	3	230	1 905,87 €
III	1	310	1 916,17 €
	2	320	1 926,47 €
	3	330	1 936,78 €
IV	1	410	1 947,08 €
	2	420	1 988,29 €
	3	430	2 029,49 €
V	1	510	2 127,36 €
	2	520	2 240,69 €
	3	530	2 359,16 €
VI	1	610	2 477,63 €
	2	620	2 652,77 €
	3	630	2 910,32 €
VII	1	710	3 646,91 €
	2	720	3 852,95 €
	3	730	4 017,78 €

Article 3 | Conditions d'application

Les salaires minimaux fixés par le présent accord sont applicables sous réserve du respect du Smic en vigueur, lorsque son montant leur est supérieur.

Article 4 | Égalité entre les femmes et les hommes

Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe participe à l'objectif d'égalité professionnelle et de mixité des emplois.

À cet effet, les parties signataires du présent accord rappellent, qu'un accord collectif sur l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la branche des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers en date du 8 décembre 2009 modifié par l'accord signé le 20 septembre 2023 contient notamment des indicateurs et des orientations pouvant aider les entreprises de la branche dans la mise en œuvre pratique de ce principe d'égalité.

(Voir page suivante.)

En outre, il est rappelé, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, que les entreprises de la branche dont l'effectif atteint ou dépasse 50 salariés, doivent mettre en œuvre les mesures suivantes :

- procéder à l'évaluation des écarts éventuels sur la base des indicateurs de l'égalité entre les femmes et les hommes, tels que fixés par voie réglementaire ;
- définir et programmer, selon les résultats de cette évaluation, les mesures correctives permettant d'atteindre un résultat suffisant dans un délai de trois ans, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Article 5 | Dispositions spécifiques aux entreprises de moins de 50 salariés

Il est ici expressément rappelé, que le présent accord collectif ne comporte pas de dispositions spécifiques pour les entreprises de moins de 50 salariés, en raison :

- d'une part, de l'objet d'intérêt général dudit accord qui assure un minimum identique par coefficient aux salariés de toutes les entreprises de la branche ;
- et d'autre part, de la configuration de la branche des fleuristes, de la vente et des services des animaux familiers, composée majoritairement d'entreprises de moins de 50 salariés, dont les situations sont nécessairement prises en compte dans la négociation du présent accord de salaires.

Article 6 | Engagement

Les parties signataires s'engagent à se revoir, en cas de besoin conjoncturel, et en tout état de cause, au cours du dernier trimestre 2025 au plus tard, en vue d'une nouvelle négociation sur les salaires minimaux conventionnels de la branche.

Article 7 | Entrée en vigueur, durée, conditions de révision et dénonciation du présent accord. Dépôt, publicité et extension

Le présent accord entrera en vigueur le 1^{er} jour du mois suivant la date de parution au *Journal officiel* de son arrêté d'extension et s'appliquera selon les conditions définies à l'article 1^{er}.

Il est conclu pour une durée indéterminée et pourra être révisé ou dénoncé conformément aux dispositions légales en vigueur.

Sous réserve du respect des conditions de validité telles qu'énoncées par le code du travail, le présent accord est soumis à la procédure d'extension, selon les dispositions légales en vigueur. Il fera l'objet des formalités de dépôt et de publicité prévues par le code du travail.

Fait à Paris, le 28 octobre 2024.

(Suivent les signatures.)